



SEINE-ET-MARNE NUMÉRIQUE

N/Réf. D24-296/DLY/SPT
Dossier suivi par Sophie PREVOST
Tél. 01 64 10 66 36
Mail sophie.prevost@seineetmarnenumerique.fr

Autorité de Régulation des Communications
Électroniques et des Postes
à l'attention de Monsieur Ghislain HEUDE
14 rue Gerty Archimède
75012 Paris

Melun, le 17 décembre 2024.

Réponse à la consultation publique
« Projet de recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude
des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné »,
publiée le 12 novembre 2024.

Le Syndicat mixte ouvert Seine-et-Marne Numérique (SMN), créé depuis le 1er janvier 2013, est l'acteur référent pour les opérations d'aménagement numérique dans le département de la Seine-et-Marne. À ce jour, le Syndicat regroupe 23 Intercommunalités, le Département de Seine-et-Marne et la Région Ile-de-France.

Deux délégations de services publics (DSP) sont à l'œuvre sur le territoire seine-et-marnais sous contrôle du Syndicat, dont sem@fibre77, le réseau d'initiative publique portant sur la conception, l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit (FttH).

La DSP sem@fibre77 prévoyait la réalisation d'environ 268 000 prises sur la période 2015-2023, avec l'exploitation du réseau jusqu'en 2040. A date, le périmètre de la DSP compte plus de 335 000 prises incluant les projets de construction, dont 309 000 prises déployées et 185 000 foyers raccordés auprès de l'un des sept fournisseurs d'accès Internet présents sur le réseau. La commercialisation se poursuit à un rythme soutenu, avec un taux de pénétration de 60%.

A ce stade de l'avancement du projet et tenant compte des éléments de contexte du territoire Seine-et-Marnais, tels que la croissance de locaux à hauteur de 1% par an et la mise en œuvre du plan de fermeture du réseau cuivre, le Syndicat souhaite faire part de ses observations et alertes dans le cadre de la consultation ARCEP relative à la complétude des déploiements FttH.

Le Syndicat considère que l'encadrement de la complétude impulsé par l'ARCEP constitue un enjeu majeur face au réel manque d'appétence des OI FttH à traiter les sujets (complétude, éligibilité, refus) dans des délais adaptés. Pour exemple, à ce jour sur le réseau sem@fibre77, le Syndicat comptabilise plus de 17 000 prises en complétude, dont environ 50% sur des points de mutualisation

ouverts à la commercialisation depuis plus de 5 ans ; par ailleurs, 60 000 prises sont en blocage d'éligibilité et ne bénéficient toujours pas d'un plan d'actions de la part du délégataire à la hauteur des difficultés à traiter.

Concernant les précisions sur la notion de logement (partie 2 de la consultation), il apparaît fondamental que l'ARCEP mentionne explicitement que la définition s'inscrit sous réserve des termes indiqués dans les contrats de DSP établis antérieurement à la présente recommandation. Pour exemple, le contrat de DSP sem@fibre77 prévoit que le terme « Logement » désigne « *un logement ou local professionnel ou local à usage mixte situé dans un immeuble ou un pavillon* », sans autre forme de restriction. L'ajout proposé s'avère donc indispensable pour garantir une cohérence de traitement du territoire par l'OI FttH.

S'agissant des locaux professionnels, l'ARCEP doit encadrer le délai sous lequel les opérateurs commerciaux doivent informer l'opérateur d'infrastructure des besoins de connectivité de leurs clients. Par exemple, ce délai pourrait être fixé à 6 mois maximum de l'échéance de fermeture commerciale du réseau cuivre.

Concernant les refus et blocages (partie 3 de la consultation), le Syndicat considère impératif que l'ensemble des cas de refus soient contrôlés, ne pouvant en aucun cas relever du seul déclaratif OI. Pour preuve, depuis l'ouverture de l'ARCEP sur des motifs d'exception à la fermeture du cuivre, force est de constater que les cas de « refus tiers » déclarés par les OI FttH ont explosé.

Le Syndicat convient que le déploiement de 100% des locaux avant la fermeture du cuivre n'apparaît pas réaliste. Toutefois, avant toute levée des obligations de l'opérateur d'infrastructure (OI) FttH, les justificatifs de refus doivent être partagés avec les collectivités et tiers concernés, sous contrôle de l'ARCEP, afin de permettre un droit de réponse sur les refus invoqués. A ce titre, un guichet unique devrait être mis en place et seuls les cas sans opposition après un délai raisonnable, qui ne saurait être inférieur à 3 mois, pourront faire l'objet d'une validation.

L'OI FttH doit également avoir impérativement adressé une relance au tiers concerné avec un délai raisonnable, en lui précisant son échéance spécifique de fermeture du cuivre, afin de favoriser les déblocages sans rupture numérique pour l'abonné. Il est également nécessaire de cadrer des délais raisonnables et proportionnés pour les relances, avec une attention particulière pour les logements collectifs. Pour ce cas particulier, le délai de 30 jours entre deux relances tel que proposé en Annexe 2 de la consultation, apparaît inapproprié au regard de leurs modalités de délivrance des autorisations.

Le Syndicat estime par ailleurs impératif que les refus d'administrations (PMV ou architectes des bâtiments de France) soumis par l'OI FttH, ne soient validés qu'à la condition exclusive que celui-ci ait exploré toutes les alternatives possibles (y compris génie-civil), en particulier en cas de problèmes d'infrastructures tiers. Cette proposition vise notamment à rejeter les aberrations rencontrées avec certains OI FttH, telles que : le refus de se conformer aux réglementations en vigueur, les propositions de doublonnage d'infrastructures, l'absence d'élagage ou le refus de mise en œuvre des possibilités du contrat BLO (p.ex. remplacement/réparation par l'OI FttH). En effet, trop souvent, l'OI FttH délaisse certains logements existants, se refusant à appliquer la recommandation de l'ARCEP qui lui impose de construire les infrastructures manquantes jusqu'à la limite de domaine privé. Cette situation est particulièrement intolérable et incompréhensible pour les territoires.

Le suivi dans le temps des cas de refus par l'OI FttH est également une réelle nécessité et le Syndicat estime qu'une fréquence de 2 ans pour les relances représente un maximum. La mise en place par l'OI FttH d'une base de données qui recense l'ensemble des preuves de blocages avec leurs justificatifs est indispensable. L'ARCEP doit y ajouter l'obligation que l'OI FttH en ouvre l'accès aux délégants ainsi qu'aux collectivités concernées.

Par ailleurs, le Syndicat rejoint l'avis de l'ARCEP sur la nécessité que les causes de refus, blocages ou gels commerciaux soient mis en visibilité des opérateurs commerciaux, dans un souci d'améliorer la lisibilité des utilisateurs finaux et faciliter les déblocages.

A ce titre, le Syndicat approuve pleinement la nécessité de l'enrichissement du fichier IPE, avec le besoin que l'ARCEP soit davantage prescriptive et qu'elle encadre le délai maximum (p.ex. 6 mois) sous lequel l'OI FttH doit, d'une part, avoir renseigné le fichier IPE de l'ensemble des blocages et, d'autre part, intégré les éventuels justificatifs dans le guichet unique proposé ci-avant. Au-delà de ce délai, faute des données renseignées, l'OI FttH devra avoir levé les obstacles à l'éligibilité du logement (c.-à-d. réalisation des travaux nécessaires, levée du gel commercial).

Le Syndicat tient également à souligner que la qualité du fichier IPE est aujourd'hui un véritable enjeu qui mériterait d'être fortement appuyé par l'ARCEP au travers de sa recommandation. En effet, la réussite de la complétude des déploiements FttH repose en premier lieu sur la bonne complétude des fichiers IPE, afin d'éviter toute prise oubliée ou doublon inutile. A titre d'exemple, sur le réseau sem@fibre77, le Syndicat constate encore la présence de doublons et de locaux non intégrés par l'OI FttH.

Concernant les diligences attendues pour les gels commerciaux, le Syndicat souhaite que l'ARCEP souligne que l'OI FttH se doit de lever le gel commercial dans un délai raisonnable et proportionné à la difficulté, en lui imposant notamment d'user de tous les leviers à sa disposition (p.ex. application des possibilités de l'ensemble des possibilités des contrats), en particulier dans les situations de dérangements collectifs liés à des problématiques sur des infrastructures tiers.

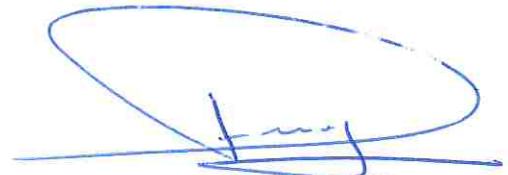
Concernant la notion de locaux raccordables sur demande (partie 4 de la consultation), le Syndicat considère que cette notion est non applicable au RIP sem@fibre77, car en dehors du cadre de la DSP où tout local doit être raccordable. Afin de lever toute ambiguïté, l'ARCEP devrait rappeler la notion de primauté des conditions des contrats de DSP établis antérieurement à la présente recommandation.

Concernant le raccordement des immeubles neufs (partie 5 de la consultation), le Syndicat constate que le délai de 6 mois accordé à l'OI pour rendre raccordables les immeubles neufs est insuffisamment respecté parce que ce n'est pas une obligation forte. Aussi, les préconisations de l'ARCEP en termes d'identifications des immeubles neufs au sein du fichier IPE constituent une nécessité absolue qui doit s'imposer aux OI FttH, en y ajoutant un encadrement contraignant du délai maximum (p.ex. 6 mois) sous lequel chaque OI doit avoir renseigné l'antériorité des logements neufs encore non raccordables.

Enfin, le Syndicat salue la volonté de l'ARCEP de cadrer la fourniture du point d'accès au réseau (PAR), ainsi que les prestations de réalisation qui ont été mises en place par les OI FttH. En effet, faute de cadre, les OI FttH ont aujourd'hui librement posé leurs règles et des conditions abusives. Il est fondamental de mettre un terme à cette situation qui présente de trop nombreux inconvénients tels que : des coûts injustifiés, une inégalité de traitement des territoires, une incapacité à rendre raccordables les logements dans un délai raisonnable faute d'alignement entre l'opérateur d'immeuble et l'OI FttH, une complexité inutile pour la réalisation des travaux par l'abonné avec les difficultés de raccordement engendrées, mais encore la problématique de propriété et de responsabilité des infrastructures construites en domaine public au droit du terrain alors même que le RIP porte la responsabilité de la ligne FttH jusqu'à la prise située à l'intérieur du logement (PTO). Le Syndicat revendique donc une approche plus globale, calquée sur les pratiques de raccordement des locaux neufs aux autres réseaux (p.ex. énergie, eau, assainissement), où les travaux d'adduction du logement neuf sont réalisés par l'opérateur d'infrastructure en charge de l'exploitation du réseau, avec une participation financière de l'abonné sur la portion au droit du terrain, incluant le pré-raccordement du logement. Cette approche offrirait l'avantage supplémentaire de s'absoudre des dégâts du mode STOC pour le raccordement des logements neufs.

Pour les motifs exposés ci-avant et compte-tenu de l'expérience du RIP sem@fibre77 en matière de déploiements et d'exploitation FttH, Seine-et-Marne Numérique souhaite vivement que l'ARCEP publie une recommandation la plus prescriptive possible avec des délais maximums, afin que les opérateurs d'infrastructures se saisissent des sujets de complétude des déploiements FttH à la

hauteur des enjeux. Il serait en effet intolérable de fermer le réseau cuivre, sur la base de refus illicites, ou sans que les OI FttH aient mis en œuvre l'ensemble des possibilités à leurs dispositions. Par ailleurs, pour un territoire tel que la Seine-et-Marne où le taux de croissance est élevé, il est urgent de proposer une solution pérenne et efficace pour le traitement de l'éligibilité des logements neufs.



Dominique LEROY
Directeur Général des Services